

■ débat

Toulon@venir : un désir nommé tramway

Vingt-deux pages d'étude documentée ⁽¹⁾, un chapelet d'arguments massue, des comparaisons éloquentes et une conclusion « sans appel » d'après les membres de Toulon@venir : le tramway sur rail serait adapté à la capitale du Var, rentable et aisément réalisable.

Lundi, à la fac de droit, l'association estampillée « apolitique et citoyenne » organisait une conférence-débat pour convaincre « objectivement », son monde. Persuader les 300 personnes présentes que la solution communautaire d'un Bus à haut niveau de service (BHNS) tiendrait plus de l'hérésie que de la panacée. Quant à la possibilité d'un tram sur pneu, elle a été vite écartée.

Une association trop politisée ?

Toulon@venir a effectivement su se montrer probant. Reste que la structure souhaite désormais pousser Hubert Falco à revenir sur sa décision et à « relancer travaux et appels d'offres concernant la création d'un tramway. » Une mince affaire...

On peut en tout cas regretter qu'aucun « pro-BHNS » de la ville ou de l'agglomération n'ait sou-



Près de trois cents personnes ont assisté à la réunion « pro-tramway » organisée par l'association Toulon@venir. En revanche, pas l'ombre d'un représentant de la majorité municipale ou communautaire.

(Photo André Dupeyroux)

haité venir apporter sa contradiction. « Cela ressemblera à une réunion de l'opposition », a-t-on argué dans la majorité. Un traquenard avec sa cohorte d'adversaires politique ⁽²⁾, en d'autres termes.

Valentin Giès, président de l'association s'en défend : « Tout le monde était invité à débattre. Quant à moi, j'ai certes ma carte au PS, mais c'est une décision personnelle qui n'a rien à voir

avec notre propos. Notre association est hétérogène. Pour preuve de notre bonne foi, j'ai cité la qualité du travail effectué par le Syndicat intercommunal des transports (SITCAT) à l'époque, de TPM récemment, des élus UMP que nous avons rencontrés, qui nous ont aidés... et qui n'ont jamais compris la décision d'Hubert Falco. »

C'est d'ailleurs une des rares interrogations à laquelle n'ont

pas voulu répondre les bénévoles de la structure : « Pourquoi le maire a-t-il choisi de faire marche arrière alors que le projet des rails était lancé ? Nous n'avons pas le début d'un commencement de réponse... »

MA. D.

1. Le document est consultable en ligne sur

le site de l'association : www.toulonavenir.com.

2. Étaient notamment présents : Robert Alfonsi, vice-président PS de la Région, Philippe Chesneau, troisième vice-président Vert de la Région, Olivier Lesage, vice-président du Modem Var, Guillaume Bonnamour, conseiller municipal PS à La Seyne, Michel Escudero, conseiller municipal PS à La Valette...

Entendu à la conférence

Nous avons présenté les principaux arguments de Toulon@venir dans notre édition de dimanche. En voici d'autres :

■ « Il n'existe plus qu'un seul constructeur de tramway sur pneu. Ce monopole empêche la concurrence de jouer pour le choix des matériels ou le coût. Et dans quelques années, il sera en limite de charge. » (Valentin Giès, président de Toulon@venir)

■ « Que ce soit pour le BHNS, le tram sur pneu ou sur rails, la loi oblige à déplacer les réseaux en sous-sols. C'est la partie la plus importante des travaux, d'une durée de deux ans. Le choix de la technologie a donc un impact limité sur le temps des travaux. » (Valentin Giès)

■ « Les détracteurs du tram craignent l'impact des travaux sur le commerce. À Lyon, on a constaté que les enseignes les plus faibles ont été remplacés

par d'autres... comme sur les axes non concernés finalement. Sauf que là, l'effet est plus rapide et qu'ensuite, de nouveaux magasins se sont installés. » (Michel Vandembroucke, président de l'association Lyon Tramway)

■ « Dans les années vingt, on avait 13 lignes de tramway. Comme quoi, le fer à Toulon, c'est possible. » (Philippe Chesneau, vice-président de la Région - Vert)

■ « En 2005, 134 élus ont voté le projet de tramway à TPM, via le PDU. Et tout à coup, un seul homme remet tout à plat. » (Robert Alfonsi, vice-président de la Région - PS)

■ « Pourquoi en arriver là après 32 ans d'études ? Pourquoi ne pas tenir compte d'une technologie ayant fait ses preuves dans vingt-quatre grandes villes de France ? » (CIL La Coupiane-Valsud).